Les femmes de Bukavu (Sud-Kivu) se disent satisfaites de la décision du chef de l'Etat, Joseph Kabila, de nommer son représentant chargé des violences sexuelles. Elles ont estimé, jeudi 24 octobre, que les violences sexuelles pourraient prendre fin dans cette province parce que l'initiative d'y mettre fin vient du chef de l'Etat.

Les femmes de Bukavu proposent que ce soit une femme qui s'occupe de cette question, jugeant qu'une femme « connait ce que veut dire violences sexuelles ».

« S'il [Joseph Kabila] parvient à nommer quelqu'un qui pourra faire le plaidoyer, les gens qui font ces choses auront peur et ne vont plus les faire. Beaucoup d'hôpitaux sont plein de ces cas, ces cas s'enregistrent au jour le jour. J'apprécie cette décision », a affirmé une femme de la ville.

Ces femmes espèrent que les violences sexuelles prendront fin dans la province du Sud-Kivu parce que l'initiative d'y mettre fin vient du chef de l'Etat.

« Ici dans notre province, on parle de beaucoup d'associations qui luttent contre les violences sexuelles, que font-elles ? Comme c'est le président qui a pris la décision, je suis convaincue qu'on n'entendra plus parler des violences sexuelles », estime l'une d'elles.

D'autres par contre sont encore sceptique et se demandent « comment une seule personne peut mettre fin aux violences sexuelles au Sud-Kivu et dans l'Est de la RDC ».

Selon un rapport du ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant, au moins 40 femmes sont violées chaque jour en RDC, soit plus d'une femme toutes les heures. Le document élaboré avec l'appui du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) rapporte plus de 29 000 cas de violences sexuelles ont été enregistrés de 2011 au 1er semestre 2013.

Les informations contenues dans ce rapport concernent 7 provinces : Bandundu, Bas-Congo, Katanga, Province-Orientale, Kinshasa, Nord-Kivu et Sud-Kivu. La province la plus touchée

reste celle du Nord-Kivu, avec 4 689 cas de violences sexuelles en 2011, plus de 7 075 en 2012 et 3 172 au premier semestre 2013.